

DOSSIER DE PRESSE

XIème ENTRETIENS ARMEMENT ET SECURITE 2016

BILAN

Les XIème Entretiens Armement et Sécurité 2016 ont réunis, le 7 avril dernier à l'Ecole Militaire, 335 professionnels de la défense et de la sécurité, issus aussi bien de l'industrie, des institutions de défense et de sécurité et de la presse ainsi que des intervenants de grande qualité. Cet événement a bénéficié du soutien d'AIRBUS GROUP, du GIFAS, du GICAT, de l'IHEDN et de SABENA TECHNICS.

PREAMBULE

Les travaux des auditeurs qui ont alimentés ce colloque ont été lancés à l'été 2014, alors qu'un certain Abou Bakr al-Baghdadi faisait une entrée remarquée sur la scène internationale en se proclamant calife à Mossoul, et que son jeune mouvement se donnait le nom d'État islamique. Ils s'achèvent alors que l'onde de choc envoyée par les attentats meurtriers du 13 novembre 2015 à Paris, perpétrés par des sympathisants de ce même mouvement en réponse à l'implication de la France dans la coalition internationale qui combat Daesh en Irak et en Syrie, n'en finit pas de faire résonner dans la société française des questions fondamentales sur notre posture de défense et de sécurité : quels objectifs et quelles limites à nos engagements extérieurs ? Quel équilibre entre sécurité intérieure et libertés publiques ? Quelles priorités budgétaires entre effort de sécurité intérieure et engagements extérieurs ?

Fidèle à ses traditions, l'AACHEAr a bien entendu pris en compte ces événements importants dans ses réflexions, mais pas seulement : une réflexion proprement stratégique se doit d'avoir un champ large dans l'espace et dans le temps. On retrouvera donc dans ces rapports des réflexions portant sur la sécurité intérieure ou sur la lutte contre le terrorisme islamiste, mais aussi d'autres thèmes touchant à l'état du monde et aux évolutions technologiques. Un point de méthode commun : ces réflexions ont été menées par des groupes d'auditeurs volontaires et passionnés, dans une liberté totale quant aux opinions qu'ils souhaitaient exprimer, mais avec une ferme exigence quant à la qualité de leur travail. Ces groupes ont été largement ouverts à l'extérieur de la communauté AACHEAr traditionnelle : aux auditeurs de l'IHEDN dans leur ensemble, ainsi qu'à ceux de l'Institut national des hautes études de sécurité et de justice (INHESJ), gage d'enrichissement des perspectives et des expériences.

Ces conférences se sont articulées autour de thèmes :

L'Evolution des rapports de puissance :

- Comment réguler un monde chaotique ?
- La Turquie et sa relation avec l'Union Européenne
- Quelle stratégie et quel outil pour l'OTAN et l'UE ?

Techniques et armement : Nouveaux défis – Les enjeux technologiques :

- Technologies de souveraineté
- Exportation et transferts de technologie
- Ethique : le combattant augmenté

Combattre le terrorisme islamiste :

- Les armes de la sécurité intérieure
- Combattre le terrorisme islamiste

L'ÉVOLUTION DES RAPPORTS DE PUISSANCE

DE NOUVELLES PUISSANCES ÉMERGENT DANS UN MONDE CHAOTIQUE. QUELLE RÉGULATION ? QUELLES ALLIANCES ?

COMMENT RÉGULER UN MONDE CHAOTIQUE ?

La fin de la Seconde Guerre mondiale a vu l'instauration d'un monde bipolaire fondé sur l'équilibre de la terreur nucléaire. La chute de l'URSS et du bloc de l'Est entre 1990 et 1991 a conduit d'abord à un monde organisé autour de la seule puissance américaine. Depuis, le monde a évolué sous l'effet de tendances lourdes, déjà présentes mais qui se sont développées : multiplication du nombre des États, extension de la mondialisation économique et culturelle, affaiblissement de la souveraineté des États par la multiplication des sources de pouvoir. Ceci conduit à un monde multipolaire, siège de conflits aux multiples origines : ethniques, religieuses, territoriales... De nombreux États ressentent le besoin de s'associer au sein de regroupements régionaux afin de pouvoir continuer à réguler en matière économique, de défense ou d'influence. La problématique du monde actuel est de gérer cette situation chaotique et paradoxale, dans laquelle sont à l'œuvre à la fois des tendances à la scissiparité et une nécessité ressentie de regroupement et d'association permettant aux États-nations de continuer à exister. La domination du monde occidental est aujourd'hui fortement contestée et sa prétention à vouloir réguler l'ensemble de la planète par une domination économique, intellectuelle, culturelle, militaire... est sérieusement battue en brèche et n'est, à terme, plus tenable. L'étude porte sur les divers aspects des forces divergentes concourant à l'évolution du monde et sur les défis actuels. Des pistes de réponses sont proposées : créations de zones d'influence, développement d'organisations internationales et régionales, mise en place d'alliances et de coalitions à la carte. Les conséquences pour la France, en termes de stratégie et d'armement sont aussi abordées.

LA TURQUIE ET SA RELATION AVEC L'UNION EUROPÉENNE

En 2023, la Turquie, acteur essentiel du grand jeu au Moyen-Orient, célébrera le centenaire de la proclamation de la République turque. L'avenir des pays de l'Union européenne, pris individuellement, et de celle-ci en tant qu'entité, est largement lié à ce grand jeu où la Turquie se retrouve en concurrence avec l'Iran, mais aussi avec l'Égypte et l'Arabie saoudite. La Turquie s'inquiète du rapprochement Iran-États-Unis. À l'Union européenne, dont la France, d'en tirer bénéficie. Les ambitions de la Turquie à être le dirigeant régional au Moyen-Orient s'appuient sur sa puissance économique en devenir. Ce pays est au croisement de plusieurs plaques "politico-tectoniques" : l'Union européenne, la Russie, les pays ayant appartenu à l'Empire ottoman et ceux de la zone panturque. À cette situation géopolitique complexe s'ajoute une révolte armée des populations kurdes animées par le PKK dans l'Est du pays. Depuis une décennie, la place stratégique de la Turquie, face à l'émergence de nouvelles menaces à ses frontières, s'est affirmée aux marches de l'Otan. La Turquie mène une politique étrangère ambitieuse et autonome, et développe une industrie nationale de défense, ambitionnant à devenir exportateur d'armement. Mais quel rôle la Turquie entend-elle jouer dans la diplomatie régionale et mondiale ? Quels sont ses atouts et ses handicaps dans la mondialisation des échanges ? À l'horizon d'une quinzaine d'années, sera-t-elle le pays prépondérant du Moyen-Orient ? Dans un monde globalisé, la Turquie et l'UE sont-elles des partenaires ou des concurrents ? Comme il était impossible de faire un rapport exhaustif, nous avons plus particulièrement insisté sur quelques thèmes. Le rapport propose des recommandations pour améliorer les relations avec la Turquie en matière diplomatique, économique, industrielle ;

QUELLE STRATÉGIE ET QUEL OUTIL POUR L'OTAN ET L'UE ?

Chute du Mur puis disparition de l'URSS et du pacte de Varsovie, prolifération d'armes, terrorisme, guerre asymétrique, à l'heure de la géopolitique fractale, née des blocs et de la dissuasion l'Otan est-elle « une survivance du passé d'une ère révolue » (R. Debray) ? Cinq approches sont en débat :

1/ À l'âge des conflits non conventionnels, sans déclarations de guerre ni lignes de front, la défense c'est déjà l'influence, la diplomatie, conférences et coalitions ad hoc : sortir de l'Otan pour une France et une Europe fortes vers un monde pacifié, c'est la meilleure stratégie !

2/ Risques et menaces sont là ou latents : Poutine, l'Ukraine, l'appétit de la Chine et des pays émergents, nouveaux barbares au Sud-est de l'Europe ou ailleurs ; l'Europe ne peut se passer de l'Amérique et vice versa, et l'Otan reste le meilleur instrument. L'outil ? La Standing Défense complétée par la projection flexible, à standardiser ; l'institutionnel, à rendre performant : les pré consensus type NRF sont la voie.

3/ L'Otan soit ! Et la défense européenne ? Pour avoir un vrai second pilier voire faire caucus il convient de rééquilibrer les rôles stratégiques et le débouché des industries de défense des deux côtés de l'Atlantique, sortir aussi de l'ordre dispersé par l'intégration politique et/ou économique....

4/ L'Europe n'est-elle pas sous la coupe de l'Empire ? Refuser d'être un fauve géopolitique c'est faire respecter les identités, réviser les principes pour recentrer l'Otan sur ses missions, arrêter la guerre indirecte, faciliter la gestion de crise concertée par les États médiateurs, même petits.

5/ Un outil flexible et adéquat à la guerre protéiforme et asymétrique, certes, mais qu'est l'outil sans doctrine d'emploi et qu'est l'emploi sans légitimité réelle ? Le problème est à la racine : l'Occident, meilleur ennemi de l'Occident ; et des interventions Otan inscrites dans la logique de la tension : trop ou trop peu lisibles, pour éviter de faire le jeu du pire, l'Alliance et son bras militaire doivent viser la mutation doctrinale et institutionnelle.

TECHNIQUES ET ARMEMENT : NOUVEAUX DEFIS

LES ENJEUX TECHNOLOGIQUES : SOUVERAINETÉ, TRANSFERT À L'EXPORTATION, ÉTHIQUE TECHNOLOGIES DE SOUVERAINETÉ

Pour exercer sa souveraineté nationale (protection du territoire, des populations et des intérêts de la Nation, volonté d'indépendance, de puissance et ambition de peser sur les affaires du monde), l'État mobilise des technologies qui peuvent être militaires, duales et civiles.

Sauvegarder la souveraineté nationale suppose de remplir certaines conditions, dont celle de maîtriser les technologies de souveraineté.

Pourquoi certaines technologies sont-elles appelées technologies de souveraineté "TSV" ?

Dans les domaines de la défense et de la sécurité, celles-ci peuvent se définir comme des compétences et des capacités que l'État doit posséder pour assurer sa sécurité et sa défense, en veillant à préserver son autonomie de décision.

Sur la base des « solutions industrielles pour neuf marchés prioritaires », il est proposé d'élargir la réflexion sur les "TSV" au-delà des problématiques strictement de défense et sécurité.

Comment acquérir, développer et protéger ces "TSV" ?

Maîtriser seul des "TSV", pour un État, implique généralement des investissements importants. La maîtrise de ces technologies devrait rester nationale, mais le contexte financier actuel de notre pays le permet-il ?

Ce sont les questions auxquelles la présente étude tente d'apporter des réponses ; Par ailleurs, dans les conditions de persistance de la pression financière, trois démarches sont proposées pour utiliser au mieux les ressources financières disponibles :

- poursuivre les économies pour améliorer notre capacité d'investissement ;
- s'assurer au minimum de la maîtrise des technologies répondant aux enjeux du premier cercle d'espace d'indépendance et du troisième cercle d'espace mondial ;
- partager au cas par cas avec d'autres pays, les technologies de souveraineté.

Pour finir, concernant la filière sécurité, ne pourrait-on pas la doter de structures homogènes à celles de la filière défense ?

EXPORTATION ET TRANSFERTS DE TECHNOLOGIE

La France est depuis longtemps un des leaders mondiaux dans le domaine de l'armement et des technologies de défense.

La baisse des budgets de défense l'oblige à intensifier son effort à l'exportation. La conquête de nouveaux marchés est devenue vitale, autant pour le budget du ministère de la Défense que pour les industriels.

Cependant elle se trouve confrontée à de grandes difficultés : volet politique, concurrence de nouveaux acteurs, adéquation aux besoins multiples des clients, offre financière complexe...

Les transferts de technologies occupent la plupart du temps une place majeure dans les demandes des pays acheteurs. L'industrie de défense a été longtemps à l'abri par la spécificité du marché ; des procédures (CIEEMG) et des conventions internationales limitent la "prolifération" de certaines techniques. L'histoire des transferts de technologie a commencé avec les offsets indirects, puis directs, avec des transferts de technologie en maintenance, puis en production, et maintenant en technologies de développement ; Les inquiétudes que soulèvent souvent les transferts de technologie, en particulier dans la défense, doivent être dépassées et les stratégies des différents acteurs doivent dorénavant les intégrer pleinement.

Quelle attitude pour l'État, face au risque de prolifération, mais aussi en regard du devenir de la BITD ? Y a-t-il une harmonisation européenne possible ?

Quelle réponse des acteurs industriels de défense (systémiers, équipementiers, PME) ? Quelle incidence sur leur développement, leur stratégie, leur internationalisation ? Comment éviter de

favoriser ou de créer, à terme, une concurrence ? Comment faire en sorte que ces transferts servent, in fine, l'intérêt de l'entreprise ?

Le rôle des banques est majeur dans la conclusion de ces contrats. Le cadre réglementaire bancaire en matière d'exportation de matériel militaire doit lui aussi être harmonisé au niveau européen. Face aux autorités américaines qui ont une conception mondiale du champ d'application de leur propre réglementation, comment l'Europe peut-elle se faire respecter ?

Au regard de cette problématique passionnante, le groupe s'est attaché à proposer, d'une part, un éclairage sur l'évolution de quelques pays récipiendaires de transferts de technologies, et d'autre part, à proposer, compte tenu de l'expérience de ses membres, et de leurs invités, des suggestions pour que les transferts de technologie soient une source de développement et de succès pour nos industriels de défense.

ETHIQUE : LE COMBATTANT AUGMENTÉ

L'éthique de l'armement commande de concevoir des systèmes d'armes qui préservent au combat l'intégrité de la personne humaine. Certains courants contemporains, fascinés par les progrès des nanotechnologies, de la neurologie, des sciences cognitives, etc., se proposent de débarrasser l'Homme de ses limites, voire de "vaincre la mort" (transhumanisme). Nous avons décidé d'éviter ces débats et de nous limiter à l'augmentation du combattant. Après une tentative de définition, nous avons identifié les problèmes éthiques qu'elle pose. Les armées sont aujourd'hui très réservées sur ses applications possibles. Elles s'en tiennent aux potentiels techniques (équipements) qui accroissent les capacités d'action du combattant. Leur approche se fonde sur le respect de l'intégrité de la personne et met l'accent sur la solidarité des équipes. Toute discrimination entre combattants ou avec les civils, impliquée par l'augmentation du combattant, est a priori rejetée. Tant du point de vue défensif contre un adversaire qui aurait anticipé les applications du combattant augmenté que du point de vue de la veille scientifique et technique, la défense doit intégrer désormais, de manière volontaire et organisée, la perspective de l'insertion du combattant augmenté dans les systèmes de forces. Compte tenu de la réticence du commandement, cela implique une directive d'orientation de haut niveau, qui mette en place les outils de veille et d'études. La création, au sein de la défense, d'une cellule dédiée permettrait d'apporter un éclairage spécifique et de participer à la réflexion éthique générale. Enfin, notre diplomatie devrait porter la question du combattant augmenté dans le cadre international, en vue d'établir un outil de contrôle des technologies qui pourraient avoir un impact militaire. La "cellule Défense" – dont nous préconisons la création pourrait tenir dans ce cadre un rôle d'animation et de propositions.

COMBATTRE LE TERRORISME ISLAMISTE

LE TERRORISME ISLAMISTE SE MONDIALISE, SOUS DE MULTIPLES FORMES. QUELLE STRATÉGIE ET QUELLES ARMES POUR UNE SÉCURITÉ INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE ?

LES ARMES DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE

L'étude s'est volontairement limitée à trois menaces majeures, à leurs évolutions et formes futures, sur le territoire national : terrorismes, criminalité organisée, "zones de non-droit".

Pour faire face à ces menaces, les différentes missions (connaissance et anticipation, prévention, protection, intervention) imposent l'utilisation de technologies et techniques innovantes, d'"armes" (dans une acception très large), passives ou proactives/réactives, défensives ou offensives, psychologiques ou cinétiques, virtuelles/immatérielles ou matérielles, létales ou non.

Pour assurer ces missions, à côté des forces de sécurité régaliennes (polices, gendarmerie, forces armées, douanes, justice), qui possèdent le monopole de la violence légitime, quelle place/délégation attribuer aux collectivités locales, aux entreprises privées de sécurité et aux citoyens ? Comment adapter les doctrines d'emploi et la législation à cette situation ?

Le marché de la sécurité intérieure est en pleine expansion. Comment optimiser le processus étatique d'expression des besoins technico-opérationnels et d'acquisition des équipements ? Comment l'industrie et les sociétés de services françaises ou européennes de sécurité satisfont-elles ces besoins et quelle est leur place face à la concurrence internationale.

COMBATTRE LE TERRORISME ISLAMISTE

Les attentats de 2015 représentent-ils une rupture stratégique, ou simplement une évolution d'un phénomène terroriste qui s'est déjà manifesté, trop souvent, en France au cours des dernières décennies ? Comment caractériser la menace à partir des explications souvent évoquées : ressentiment né du désordre et des interventions occidentales au Moyen-Orient ? Développement dans le monde d'organisations comme Daech qui disposent aujourd'hui de ressources financières importantes ? Récupération ou dévoiement des aspirations de la jeunesse et de concepts religieux par des intégristes islamistes décidés à attaquer les fondements de notre civilisation ? Difficultés de personnes vivant en Europe à s'adapter aux mutations démographiques, économiques, sociales de notre époque ? Possibilités nouvelles offertes par les réseaux et les technologies de communication ? En conséquence, quelles réponses élaborer, d'urgence et dans la durée, de la part des pouvoirs publics, de l'ensemble de la société, de la communauté de l'armement ? Comment résister, assurer notre sécurité intérieure et extérieure tout en défendant notre identité et en restant fidèles à nos valeurs fondamentales de liberté, de tolérance, de laïcité ? Quelle posture internationale et quelles coopérations privilégier ?

Que faire maintenant afin de préparer au mieux les moyens nécessaires pour détecter, prévenir, et contrer efficacement, dans le monde réel comme dans le cyberspace, les agissements d'un ennemi diffus qui s'efforce le plus souvent de se fondre dans la population civile ?

Sans prétendre traiter l'ensemble de ces questions très vastes et largement débattues, le groupe a voulu proposer des lignes directrices et préciser quelques pistes en fonction de sa sensibilité et des expériences particulières de ses membres.



PARUTION DES TRAVAUX

L'ensemble de ces travaux fait l'objet d'un recueil à paraître mi-mai à la Documentation Française au prix de 21 €.

www.documentationfrancaise.fr

L'AACHEAr

L'AACHEAr représente une communauté de professionnels œuvrant au service de la Défense et ayant participé aux Sessions Nationales Armement et Economie de Défense de l'IHEDN (sessions nationales du CHEAr jusqu'en 2010). Diversité dans leurs origines, unité dans leurs engagements, telles sont les caractéristiques des membres de cette communauté. Diversité puisque chaque session regroupe des cadres du Ministère de la Défense, essentiellement des armées et de la Direction Générale de l'Armement, des cadres de l'industrie de défense et des membres de la société civile (journalistes, universitaires, parlementaires,...) tous unis par un engagement dans le monde de la défense. La vocation de l'AACHEAr est de faire perdurer et fructifier l'enrichissement mutuel apporté par cette diversité dans l'unité et de diffuser le fruit des réflexions d'une communauté dotée d'une connaissance intime des questions touchant aux technologies et à l'économie de la défense ainsi qu'à la géostratégie.